

Santé La venue, mardi à Montbéliard et à Belfort, du porte-parole des médecins urgentistes, Christophe Prudhomme, intervient en pleine polémique autour du nombre de lits venant à disparaître avec l'ouverture du futur hôpital médian

L'urgence d'en parler

PORTE-PAROLE de l'association des médecins urgentistes de France (Amuf), le Dr Christophe Prudhomme animer ce mardi 24 mai une réunion débat ouverte aux professionnels de santé comme aux non initiés, salle 5, à la Maison du Peuple à Belfort.

Auparavant, l'intéressé rencontrera le personnel soignant du centre hospitalier André Boulloche (comme l'avait déjà fait en novembre 2014 le Dr Patrick Pelloux) à Montbéliard. Un échange qui se déroulera en présence du Dr Smaïn Djellouli, délégué régional de l'Amuf en Franche-Comté.

Journée de réflexion

La rencontre s'inscrit dans le cadre d'une journée de réflexion organisée à la fois par la CGT de l'hôpital Nord Franche-Comté (HNFC) et l'union des retraités CGT du pays de Montbéliard sur le thème de l'accès aux soins.

Cette visite de Christophe Prudhomme intervient à quelques mois du regroupement prévu en janvier 2017

des centres hospitaliers de Belfort et de Montbéliard sur le site unique de l'HNFC à Trévenans dans le Territoire de Belfort. Avec, pour conséquence, des pertes de lits par rapport à la situation actuelle et un effectif en baisse.

Une perspective ayant déjà fait l'objet, au cours des mois passés, d'une polémique alimentée par la CGT. Le syndicat affirmant que 200 lits seraient perdus dans cette affaire. Ce que dément la direction de l'établissement, laquelle évoque le chiffre de 66 lits avec, par voie de conséquence, une diminution de 74 postes.

Ce débat découle en grande partie de l'annonce faite, il y a quelques semaines, d'un projet de plan de 3 milliards d'€ d'économies à réaliser au cours des trois années à venir dans les hôpitaux de France.

Un plan qui entraînerait la suppression de 22.000 postes par le non-remplacement des départs à la retraite et la fermeture de 10 % des lits de chirurgie et de médecine actuellement disponibles, soit



■ Des médecins, du personnel soignant et des lits d'accueil en nombre insuffisant aux Urgences.

Archives ER.

16.000 lits.

Sur une carte publiée par Le Figaro, la Franche-Comté apparaissait, avec 420 lits en moins (-13 %) comme l'une des trois régions les plus touchées de l'Hexagone, après l'Alsace (-14 %).

Suite à l'annonce faite par les médias de ce plan d'économies, le ministère de la Santé a opposé un démenti formel. Il a

précisé que non seulement il n'y aurait pas 3 milliards d'économies, mais que 1,3 milliard d'€ serait accordé aux 1.100 établissements hospitaliers de France.

Le débat n'est pas clos pour autant. Il a été relancé avec la publication du décret le 27 avril 2016 de la loi concernant les futurs groupements hospitaliers de territoire

(GHT).

Selon les organisations syndicales, ces nouvelles organisations entraîneront des mutualisations de moyens ainsi que des suppressions de lits, d'activités et d'emploi.

Des recrutements de médecins urgentistes

Quoi qu'il en soit, l'HNFC a ses problèmes propres, qui ne sont, certes, pas différents de ceux des autres hôpitaux de France.

Et comme dans la quasi-totalité des hôpitaux de France, ceux-ci se concentrent dès l'entrée au service des Urgences. Avec un manque de médecins dans ce service ultrasensible, un manque de lits d'accueil et des délais d'attente de plusieurs heures pour les patients et leurs familles.

La direction de l'HNFC fait valoir que cette situation va changer, avec plusieurs recrutements de médecins urgentistes prévus avant la fin de l'année. Il n'est pas sûr que le débat soit clos pour autant.

Jacques BALTHAZARD